

mois de 1959 a atteint 919 millions de dollars. Voilà qui est profondément inquiétant, il va sans dire. Ce qui désespère encore davantage, c'est la façon dont on s'y prend pour y remédier. On y remédie, bien entendu, comme on l'a fait dans le passé, par l'entrée des capitaux qui proviennent des États-Unis et qui maintiennent notre dollar bien au-dessus de la valeur au pair, en dépit de notre balance commerciale déficitaire, sur laquelle je reviendrai plus tard.

Les huit dixièmes de cet apport de capitaux proviennent des États-Unis, et 5 p. 100 seulement du Royaume-Uni, bien que l'année précédente, c'est-à-dire en 1958, ce dernier chiffre eût atteint 15 p. 100. Il s'est produit un changement dans le mauvais sens. Nous avons non seulement une modification de l'apport de capitaux du point de vue géographique, mais un changement inquiétant de sa nature même parce qu'il entre au pays une moins forte proportion de fonds destinés aux placements directs et à l'achat de portefeuille, de titre et plus de ce que nous avons peut-être le droit d'appeler de "l'argent brûlant". Ainsi que le signale le Bureau fédéral de la statistique, l'équilibre défavorable ne peut maintenant être financé par l'investissement direct ou les placements en titres de portefeuille; il en résulte qu'environ 29 p. 100 des montants se financent par l'importation de fonds d'autre nature, placés pour la plupart à court terme. C'est ce que je viens d'appeler "l'argent brûlant", qu'attire dans notre pays le taux exceptionnellement élevé de l'intérêt, ce qui nous sauve des conséquences de notre balance des paiements. A mon avis, la façon dont on nous sauve, étant donné la nature de presque 30 p. 100 des capitaux importés, est très dangereuse pour l'avenir de notre stabilité financière.

De plus, en ce qui concerne l'apport actuel de capitaux étrangers, les nouvelles émissions lancées par les paliers de gouvernements aux États-Unis ont joué un rôle très important. Se finançant aux États-Unis, le gouvernement actuel ne fait qu'ajouter à notre déficit qui, vraisemblablement, ne diminuera pas à l'avenir, même si nous connaissions une nouvelle période de récession. Il ajoute un nouvel élément de rigidité à notre régime financier et économique. Je demande donc: pendant combien de temps pourrons-nous maintenir ce rythme croissant d'endettement international qui est, à l'heure actuelle, non pas tellement imputable à l'essor économique, comme c'était le cas dans le passé, qu'au programme monétaire et financier du gouvernement, fondé sur des taux d'intérêt élevés qui attirent des dollars des États-Unis et qui forcent les Canadiens à emprunter aux États-Unis?

Le résultat de tout cela, c'est que notre monnaie est "dure"; à vrai dire, notre dollar frappe durement nos exportations. C'est là une des choses, mais c'est un élément très important,—qui contribuent à nous évincer des marchés internationaux et à nous créer des difficultés à long terme en matière de balances de paiements.

Examinons maintenant, monsieur l'Orateur, les chiffres relatifs aux échanges. Nous pouvons le faire non seulement pour les neuf premiers mois de l'année, mais pour les onze mois de 1959. Au cours de cette période, nos exportations ont augmenté de 4.7 p. 100, soit de 214 millions,—chiffre qui devrait nous encourager tous,—pour atteindre 4,693 millions. Nos importations ont augmenté de 9.1 p. 100, soit de 438.5 millions, pour atteindre 5,205 millions. Pour les 11 mois, nous avons un déficit commercial de 512 millions de dollars; je veux parler du déficit global. Nous avons, avec les États-Unis, un déficit commercial de 609 millions de dollars. L'an dernier, pour la même période de 11 mois, nous avons eu un déficit commercial de 288 millions. C'est dire qu'il y a augmentation, ce qui est extrêmement inquiétant. De fait, une des choses dont le gouvernement s'est montré le plus satisfait, l'an dernier, c'est que nous avons réduit notre balance commerciale défavorable vis-à-vis des États-Unis. Eh bien, notre déficit commercial est maintenant monté à 609 millions. Non seulement le montant, mais la répartition de ce déficit est inquiétante, car elle démontre certainement plus que toute autre chose que la politique de réorientation à laquelle le gouvernement s'est engagé il y a quelques années,—il s'agit de la réorientation de notre commerce des États-Unis au Royaume-Uni,—est un échec.

Si l'on jette un coup d'œil sur les exportations, on constate que nos exportations au Royaume-Uni n'ont augmenté que de 6 millions, alors que pendant la même période de 11 mois, le Royaume-Uni a augmenté ses importations globales de 606 millions de dollars. Là-dessus, je le répète, le Canada n'a gagné que pour une valeur de six millions. Nos exportations aux autres pays du Commonwealth et aux autres principaux marchés ont même diminué pendant cette période. Grâce aux États-Unis, nous avons évité un déficit global de nos exportations, car nous avons augmenté nos exportations vers ce pays de 280 millions, chose qui ne se répètera peut-être pas en 1960. Nous espérons qu'elle se répètera, mais il y a des nuages extrêmement inquiétants qui planent de ce côté-là. Cette année, en effet, nous aurons compté dans nos